

Services sociaux d'intérêt général

? **Conseil Emploi** : Lors du Conseil du 4 octobre dernier, les ministres ont eu un débat public sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG), alors que la Commission prépare une communication pour le courant 2005 sur le sujet, comme annoncé dans le Livre blanc. Ils ont demandé, notamment, que les règles du marché unique prennent en compte la spécificité des SSIG et que soit établi un cadre juridique européen respectant le principe de subsidiarité. Ils ont estimé que la méthode ouverte de concertation (MOC), accompagnée de recommandations de l'UE, était meilleure qu'une réglementation pour organiser les SSIG.

? **Questionnaire** : Pour contribuer à la préparation de la communication sur les SSIG annoncée dans le Livre blanc sur les SIG, le Comité de la protection sociale (CPS) a établi un questionnaire (disponible sur www.celsig.org) adressé aux États membres, ainsi, notamment, qu'au Parlement européen, au Conseil économique et social européen, au Comité des Régions, et aux organisations européennes de la société civile, dont le CELSIG. Le CPS invite les États membres à associer la société civile à la préparation des réponses qui sont attendues pour le 15 décembre 2004.

Nous vous invitons à vous rapprocher, sans tarder, des ministères des États membres en charge de la réponse au questionnaire. Les organisations européennes de la société civile peuvent également s'adresser à la Commission (Raymond.Maes@cec.eu.int) pour fournir toutes les informations, observations, propositions qui leur paraîtront nécessaires.

SIEG et aides d'Etat

? **Comité des Régions** : Le Comité a adopté, le 30 septembre dernier, son avis sur le projet de directive sur "la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques". Le rapporteur, Claudio Martini, a souligné l'avancée que constitue l'arrêt "Altmark" du 24 juillet 2003 (voir bulletin 134/135) qui a "permis de pallier les défaillances du législateur communautaire qui n'a pas défini de règles fournissant une sécurité juridique adéquate en ce qui concerne les services d'intérêt économique général". Cependant, il faudra "élaborer des dispositions normatives communautaires, car une décision de justice ne légifère pas" et "l'incertitude au niveau des normes juridiques engendre des contentieux". Le Comité a, également voté un amendement demandant que, en plus des hôpitaux et du logement social, l'éducation et les services sociaux d'intérêt général soient exclus de l'obligation de notification préalable, même si les deuxième et quatrième critères de l'arrêt Altmark ne sont pas respectés (critères de calcul de la compensation établis préalablement, de manière objective et transparente ; en dehors d'une procédure de marché public, détermination du niveau de la compensation par comparaison avec une entreprise moyenne bien gérée). Voir également bulletins 147, 146.

? **Transport aérien** : Dans une lettre adressée aux commissaires aux transports et à la concurrence, le 7 octobre

Social services of general interest

? **Employment Council**: During the Council's meeting held on 4th October 2004, ministers conducted public debates on social services of general interest (SSGI), at the time when the Commission is preparing a communication, due 2005, on the subject, as announced in the White Paper. They, in particular, demanded that single market rules should take into account the particularity of SSGI and that there should be a European legal framework observing the principle of subsidiarity. They deemed that the open consultation method (OCM), accompanied by recommendations of the EU, was better than a regulation in organising SSGI.

Questionnaire: In order to contribute in the preparation of the communication on SSGI mentioned in the White Paper on the SGI, the Social Protection Committee (SPC) addressed a questionnaire (available at www.celsig.org) to Member States, and, in particular, to the European Parliament, the European Economic and Social Council, the Regions Committee, and to the European organisations of the civil society, among which CELSIG. The SPC invites Member States to involve the civil society in the preparation of the answers which are expected in by 15th December 2004.

We are inviting you to get in touch, as soon as possible, with the ministries in charge of the responses to the questionnaire in the different Member States. European civil society organisations can also contact the Commission (Raymond.Maes@cec.eu.int) to submit any information, observations, proposals which appear necessary to them.

SGEI and State aid

? **The Regions Committee**: On 30th September 2004 the Committee adopted its opinion on the draft Directive concerning "the transparency in financial matters between Member States and the State companies". The rapporteur, Claudio Martini, underlined progress brought about by the "Altmark" decision of 24th July 2003 (see bulletin 134/135), that "enabled to make up for shortcomings of the Community law-making body which failed to define rules providing sufficient legal security with regard to services of general economic interest". However, it will be necessary "to work out Community normative provisions for, a court decision does not legislate" and "uncertainty at the level of legal standards engenders dispute". The Committee, also voted an amendment requiring that, in addition to hospitals and social housing, education and social services of general interest should also be exempted from the preliminary obligation of notification, even if the second and fourth criteria of the Altmark decision are not met (criteria for the computation of the compensation established in advance, in an objective and transparent way; apart from a procedure of public procurement, determination of the amount of the compensation by comparison with a well managed medium-size firm). See also bulletins 147, 146. "

Air transport: In a letter addressed to transports and competition Commissioners, on 7th October 2004,

dernier, l'Association européenne des compagnies aériennes à bas coût (ELFAA) se dit prête à introduire un recours contre toute forme d'aide d'Etat à la compagnie Alitalia. Selon l'ELFAA, le plan de restructuration auquel sont arrivés l'Etat italien et la compagnie, qui ouvre la porte à un prêt relais de 400 millions d'euros déjà avalisé par la Commission, prévoit la scission de la compagnie en deux entités avec distribution asymétrique de la dette, ce qui constitue une aide d'Etat illégale.

Services portuaires

Un an après le rejet par le Parlement européen d'un texte de conciliation, la Commission européenne a adopté, le 13 octobre dernier, une nouvelle proposition de directive pour libéraliser les services portuaires européens. Comme le précédent projet, la directive couvre tous les ports accueillant un trafic de plus de 1,5 millions de tonnes de fret ou 200 000 passagers, et permet aux armateurs d'utiliser leur propre personnel pour leurs opérations de manutention. Deux changements sont toutefois introduits : tous les opérateurs devront obtenir une autorisation des pouvoirs publics ; les armateurs ne pourront utiliser leur personnel de bord que lorsqu'il s'agit de navires effectuant des trajets à l'intérieur de l'Union ou empruntant les futures "autoroutes de la mer". Les autorités portuaires, le patronat et les syndicats, s'étonnent et s'inquiètent de ce passage en force, sans consultation préalable, dans un secteur extrêmement sensible.

Marché intérieur

Le commissaire désigné au marché intérieur, Charlie McCreevy (actuel ministre des finances d'Irlande), a été auditionné le 7 octobre dernier par les parlementaires européens. S'il a manqué de précision dans beaucoup de ses réponses, il a en revanche, affirmé très clairement que la libéralisation est dans l'intérêt des consommateurs et que la fiscalité relève des seuls Etats membres. Il a proposé à Mme Gebhardt de participer à l'audition qu'elle organise le 11 novembre prochain au Parlement sur la directive services (voir bulletin 159), il est resté évasif sur le principe de "l'Etat d'origine", s'est déclaré ouvert à examiner la possibilité d'une directive-cadre sur l'organisation et le financement des SIG après avoir entendu les arguments pour et contre.

Cour de justice

Temps de travail : Par un arrêt dans les affaires jointes C-397/01 à C-403/01 (Peiffer/Deutsches Rotes Kreuz), la Cour dit que pour des secouristes travaillant dans un service de secours médical d'urgence, la durée maximale hebdomadaire de travail, y compris les périodes de permanence, ne saurait dépasser la limite de 48 heures prévue par la directive sur l'aménagement du temps de travail. Elle dit que la directive exige une acceptation explicite et libre de chaque travailleur et qu'il ne suffit pas qu'un contrat de travail se réfère à une convention collective, que les périodes de permanence doivent être intégralement prises en compte (cf. arrêt Jaeger, voir bulletin 136), qu'une règle du droit social communautaire revêt une importance particulière dont doit bénéficier chaque travailleur. La Cour dit aussi que les particuliers peuvent invoquer la directive devant les juridictions nationales, dans l'hypothèse où l'Etat l'aurait pas ou mal transposée.

the European Low Fares Airline Association (ELFAA) said ready to bring action against any form of State aid to the Alitalia company. According to the ELFAA, the reorganization plan reached at between the Italian State and the company, which opens the door to a relay loan of 400 million euros already endorsed by the Commission, provides for the splitting of the company into two entities with an uneven distribution of the debt, which constitutes an illegal State aid.

Port services

A year after the rejection by the European Parliament of a conciliatory text, the European Commission adopted, on 13th October 2004, a new proposal for a Directive to liberalise European port services. Similar to the preceding draft, the new directive covers all the ports accommodating a traffic of more than 1,5 million tons of freight or 200 000 passengers, and makes it possible for ship-owners to deploy their own personnel for their handling operations. However two changes have been introduced: all operators will have to obtain permission from government authorities; ship-owners will be able to use their crew only in the case of vessels operating within the Union or using the future "Sea Highways". Port authorities, employers and trade unions, are surprised and concerned about this forceful approach, without preliminary consultation, in this extremely significant sector.

Internal market

The Commissioner designate for internal market, Charlie McCreevy (currently Irish Finance Minister), was auditioned, on 7th October 2004, by the European Members of Parliament. Though lacking precision in many of his answers he, nevertheless, clearly affirmed that liberalisation is in the interest of consumers and, that taxation was the matter for Member States only. He suggested to Mrs. Gebhardt that he takes part in the hearing she is organising on 11th November 2004 at the Parliament, on the services directive (see bulletin 159), he remained vague on the principle of "the State of origin" and declared open to examine the possibility of a framework directive on the organisation and funding of SGI, after having heard arguments both in favour and against.

The Court of Justice

Working time: Through a decision in joint cases C-397/01 to C-403/01 (Peiffer/Deutsches Rotes Kreuz), the Court declares that for first-aid workers working in an emergency medical first-aid organisation, the weekly maximum working duration, including on-call periods, can not exceed the 48 hours limit envisaged by the directive on the organisation of the working time. It further says that the directive requires a clear and voluntary consent of each worker and, that it is not enough for a work contract to simply refer to a collective agreement, that on call periods must be totally taken into account (cf. Jaeger decision, see bulletin 136), that a rule of the Community social law takes on a very special particular importance of which each worker must take advantage. The Court also says that the private individuals can refer to the directive before national courts, in the case where the State would not have not correctly adapted it.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100€ *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.